

Information financière trimestrielle

- **Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2016 de 21,4 Mds€, -6,0 % en organique¹, dans un environnement défavorable en Europe**
 - Contexte de concurrence accrue
 - Prix de marché de l'électricité à des niveaux historiquement bas, notamment en France
 - Ventes pénalisées par le climat doux
- **Léger retrait de la production nucléaire en France lié au climat**
 - 116,1 TWh, soit -1,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2015
 - Objectif 2016 ajusté à 408 – 412 TWh, pour prendre en compte l'allongement de la durée de l'arrêt de Paluel 2
- **Poursuite des développements stratégiques du Groupe**
 - Développements dans le renouvelable aux Etats-Unis :
 - Signature du projet d'accord d'acquisition de Global Resource Options, Inc. (groSolar) le 25 avril 2016
 - Contrat de vente d'électricité avec Southern California Edison Company pour un projet solaire de 111 MW signé le 7 avril 2016
 - Accélération du développement dans les énergies bas carbone en Inde et en Egypte
 - Annonce le 20 avril 2016 de la signature du projet d'acquisition des activités de gestion de déchets nucléaires et de démantèlement de Studsvik en Suède et au Royaume-Uni
 - Ouverture du centre de recherche & développement du Groupe à Saclay
 - Signature d'un partenariat stratégique avec Enbridge portant sur les trois premiers projets de parcs éoliens en mer au large des côtes françaises
- **Perspectives financières**
 - Objectifs 2016 confirmés
 - Ambition d'un cash flow positif après dividendes² en 2018 maintenue
- **Plan d'actions présenté le 22 avril 2016 pour accompagner le développement du Groupe dans le cadre de CAP 2030**
 - Une optimisation des investissements nets (hors Linky et hors nouveaux développements) de près de 2 Mds€ en 2018 par rapport à 2015. Ces investissements devraient ainsi atteindre 10,5 Mds€ en 2018
 - Une réduction des charges opérationnelles d'au moins 1 Md€ en 2019 par rapport à 2015
 - Un plan de cessions d'actifs d'environ 10 Mds€ à l'horizon 2020
 - Un projet de renforcement des fonds propres

¹ A périmètre et change constants

² Hors Linky et nouveaux développements nets des cessions d'actifs

Évolution du chiffre d'affaires du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015*	T1 2016	%	Dont % change	Dont % périmètre	Dont % organique
France	12 714	12 101	-4,8	-	-	-4,8
Royaume-Uni	3 375	2 929	-13,2	-3,4	-	-9,8
Italie	3 261	3 114	-4,5	-0,1	-0,1	-4,3
Autre International	1 718	1 513	-11,9	-2,3	-2,4	-7,2
Autres activités	1 926	1 785	-7,3	-0,2	+2,3	-9,4
International & Autres activités	10 280	9 341	-9,1	-1,5	-	-7,6
Total Groupe	22 994	21 442	-6,7	-0,7	-	-6,0

* Transactions d'EDF Energy sur les marchés de gros d'électricité (hors activités de *trading*) reclassées des achats d'énergie en chiffre d'affaires pour 135 M€

Le chiffre d'affaires du Groupe sur le premier trimestre 2016 s'élève à 21,4 milliards d'euros, en baisse de 6,7 % par rapport au premier trimestre 2015. Cette évolution intègre un effet de change défavorable de 159 millions d'euros dû essentiellement à l'appréciation de l'euro par rapport à la livre sterling. A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires est en baisse de 6,0 %, les ventes diminuant sur l'ensemble des segments.

En France, le chiffre d'affaires est en baisse organique de 4,8 % sous l'effet de l'intensification de la concurrence dans un contexte de prix de marché historiquement bas et d'un climat doux. Au Royaume-Uni, la baisse organique de 9,8 % du chiffre d'affaires reflète la diminution du nombre de comptes clients résidentiels sur les ventes d'électricité et de gaz. En Italie, le chiffre d'affaires est en baisse organique de 4,3 % en raison principalement de conditions de prix défavorables. Le chiffre d'affaires du segment Autre International est en baisse organique de 7,2 %, sous les effets négatifs des prix et du climat en Belgique et de la fin d'un contrat de concession en Asie. L'évolution du chiffre d'affaires du segment Autres activités, en baisse organique de 9,4 %, reflète notamment un environnement de marché difficile pour les activités d'EDF Trading.

Objectifs 2016 et feuille de route 2018

Le groupe EDF confirme ses objectifs financiers pour 2016 :

- **EBITDA** : 16,3 – 16,8 milliards d'euros
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant**³ : 55 % à 65 %

L'ambition d'un cash flow positif après dividendes⁴ en 2018 est maintenue.

³ Ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

⁴ Hors Linky et hors nouveaux développements nets des cessions d'actifs

Conseil d'administration du 22 avril 2016

Le Conseil d'administration d'EDF s'est réuni le 22 avril 2016 pour examiner la trajectoire financière à long terme du Groupe dans le nouveau contexte de prix de marché dégradés.

Electricien performant et responsable, champion de la croissance bas carbone, le Groupe EDF inscrit ses ambitions dans le cadre de sa stratégie CAP 2030 :

- Proximité avec les clients et les territoires ;
- Production bas carbone, avec un mix équilibré entre nucléaire et énergies renouvelables ;
- Développement international.

Un plan d'actions a été présenté au Conseil d'administration qui comprend :

- Une optimisation des investissements nets (hors Linky et hors nouveaux développements) de près de 2 Mds€ en 2018 par rapport à 2015. Ces investissements devraient ainsi atteindre 10,5 Mds€ en 2018 ;
- Une réduction des charges opérationnelles d'au moins 1 Md€ en 2019 par rapport à 2015 ;
- Un plan de cessions d'actifs d'environ 10 Mds€ à l'horizon 2020.

Ces mesures seront intégrées dans le Plan à Moyen Terme du Groupe qui sera présenté au Conseil d'administration comme chaque année en décembre.

Le Conseil d'administration a étudié la nécessité de renforcer les fonds propres de l'entreprise :

- EDF a fait part de son intention de proposer une option de versement des dividendes en actions au titre des exercices 2016 et 2017 et de soumettre au Conseil d'administration, d'ici à la clôture des comptes 2016 si les conditions de marché le permettent, un projet d'augmentation de capital sous forme d'opération de marché pour un montant d'environ 4 Mds€
- L'Etat a fait part au Conseil de sa position sur ces deux sujets, qui a fait l'objet d'une communication séparée le 22 avril 2016⁵.

⁵ Le communiqué de presse du ministre des Finances et des Comptes publics et du ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique est disponible ici : <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/20836.pdf>

Évolution du chiffre d'affaires du Groupe par segment

France : des ventes pénalisées par les conditions de marché et un climat doux

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015	T1 2016	%	% organique
Total France	12 714	12 101	-4,8	-4,8

En France, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2016 s'élève à 12,1 milliards d'euros, en baisse organique de 4,8 % par rapport au premier trimestre 2015.

Cette évolution s'explique par l'effet du climat pour -320 millions d'euros. Les températures de la période, au-dessus des normales et supérieures de 0,8°C à celles du premier trimestre 2015, ont entraîné une baisse de 3,8 TWh des volumes d'électricité vendus aux clients finals. Les ventes ont bénéficié de la hausse des tarifs régulés au 1^{er} août 2015 (+140 millions d'euros). Elles ont en revanche subi des conditions de marché défavorables pour -442 millions d'euros, avec notamment un effet prix négatif pour -278 millions d'euros principalement lié à la fin des tarifs Jaune et Vert. Le chiffre d'affaires a par ailleurs été pénalisé par l'absence de volumes commercialisés dans le cadre de l'ARENH et par la baisse des ventes aux clients finals dans un contexte de concurrence accrue ; dans l'ensemble, les volumes correspondants ont été vendus sur les marchés de gros, à des prix inférieurs à ceux de 2015.

La production nucléaire s'élève à 116,1 TWh, en baisse de 2,1 TWh (-1,8 %) du fait d'une moindre sollicitation du parc liée aux températures plus douces qu'en 2015. Le Groupe ajuste son objectif de production nucléaire pour 2016 entre 408 et 412 TWh, pour prendre en compte les conséquences de l'accident de manutention d'un générateur de vapeur sur la durée de l'arrêt du réacteur 2 de Paluel.

La production hydraulique est quasi-stable (-0,1 TWh) à 12,3 TWh⁶, les conditions hydrologiques plus favorables qu'au premier trimestre 2015 ayant compensé une moindre utilisation des réserves, qui étaient à un niveau plus faible en début d'année 2016 par rapport à 2015.

La production des centrales thermiques diminue de 0,8 TWh par rapport au premier trimestre 2015 pour s'établir à 2,6 TWh.

Ainsi, la production totale en France continentale s'élève à 130,9 TWh au premier trimestre 2016, en baisse de 2 % par rapport à la même période l'année dernière.

⁶ Production hydraulique hors activités électriques insulaires. La production diminuée du pompage des STEP représentait 10,7 TWh au 1^{er} trimestre 2015 et 10,4 TWh au 1^{er} trimestre 2016.

Royaume-Uni : Baisse du nombre moyen de comptes clients résidentiels

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015*	T1 2016	%	% organique
Total Royaume-Uni	3 375	2 929	-13,2	-9,8

* Transactions d'EDF Energy sur les marchés de gros d'électricité (hors activités de *trading*) reclassées des achats d'énergie en chiffre d'affaires pour 135 M€

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de 2,9 milliards d'euros est en baisse organique de 9,8 % par rapport au premier trimestre 2015. L'appréciation de l'euro vis-à-vis de la livre sterling au premier trimestre 2016 a par ailleurs eu un impact défavorable de 115 millions d'euros.

La production nucléaire s'élève à 15,7 TWh, stable par rapport au premier trimestre 2015 (-0,1 TWh), confirmant ainsi la bonne performance opérationnelle du parc nucléaire.

Le chiffre d'affaires est pénalisé par une diminution du nombre moyen de comptes clients résidentiels à 5,2 millions, soit -4 % par rapport au premier trimestre 2015, dans un contexte toujours très concurrentiel, et par la douceur du climat.

Italie : baisse des ventes due à une tendance défavorable dans les activités électricité

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015	T1 2016	%	% organique
Total Italie	3 261	3 114	-4,5	-4,3

En **Italie**, le chiffre d'affaires s'élève à 3,1 milliards d'euros, en baisse organique de 4,3 % par rapport au premier trimestre 2015.

Dans les activités électricité, le chiffre d'affaires est en baisse, en raison principalement du recul des prix de gros. La production hydraulique baisse par ailleurs de 0,3 TWh, affectée par les conditions climatiques.

Dans les activités hydrocarbures, malgré l'effet de la baisse des cours du Brent, le chiffre d'affaires progresse, soutenu par une hausse des volumes de ventes aux clients industriels et par une activité importante sur les marchés de gros.

**Autre International : hausse des ventes en Pologne et au Brésil,
conditions difficiles sur l'activité gaz en Belgique**

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015	T1 2016	%	% organique
Total Autre International	1 718	1 513	-11,9	-7,2

Le chiffre d'affaires du segment **Autre International** s'élève à 1,5 milliard d'euros, en baisse organique de 7,2 % par rapport au premier trimestre 2015.

En Belgique, le chiffre d'affaires est en retrait organique de 9,6 %. Les ventes de gaz subissent les effets de la baisse des prix. La progression des volumes de vente d'électricité est partiellement compensée par des prix inférieurs.

En Pologne, le chiffre d'affaires est en hausse organique de 6,0 %, bénéficiant de la progression des volumes et des prix de vente de chaleur. La production électrique est également en augmentation, tirée par l'amélioration de la disponibilité des unités de production, en particulier les cogénérations, affectée en 2015 par des travaux de maintenance accrus.

Au Brésil, les ventes reflètent l'effet positif de la révision annuelle du tarif du contrat de vente d'électricité de Norte Fluminense et une production en hausse liée à une sollicitation plus importante par l'opérateur de réseau.

En Asie, le chiffre d'affaires baisse suite à la fin de la concession de Figlec en Chine.

Autres activités : climat et environnement de prix défavorables

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015	T1 2016	%	% organique
Total Autres activités	1 926	1 785	-7,3	-9,4

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** s'élève à 1,8 milliard d'euros, en baisse organique de 9,4 %.

Les ventes de Dalkia reculent de 7,7 % en organique, sous l'effet conjugué de la douceur des températures et de prix de vente de chaleur en baisse.

Le chiffre d'affaires d'EDF Énergies Nouvelles est en légère progression (+0,5% en organique), soutenu notamment par de bonnes conditions de vent.

L'activité d'EDF Trading est en retrait organique de 35,5 % au premier trimestre 2016 du fait de l'évolution négative des prix et de la baisse des volumes traités dans un contexte de climat doux et de faible volatilité.

Dans les autres activités du segment, les ventes de gaz et d'électricité d'ES (Electricité de Strasbourg) subissent l'effet défavorable du climat.

Principaux faits marquants Postérieurs à la communication du 16 février 2016

Le Groupe EDF signe un partenariat stratégique avec Enbridge portant sur les trois premiers projets de parcs éoliens en mer au large des côtes françaises

Le 10 mai 2016, EDF Energies Nouvelles, filiale du Groupe EDF dédiée aux énergies renouvelables, a annoncé un nouveau partenariat avec Enbridge Inc., un des leaders en Amérique du Nord dans le secteur de l'énergie, notamment sur le marché des renouvelables.

L'accord porte sur le développement, la construction et l'exploitation de trois parcs éoliens en mer français, totalisant 1 400 MW de puissance installée.

Dans le cadre de ce partenariat, Enbridge acquiert 50% des parts d'Eolien Maritime France (EMF), société qui contrôle les trois futurs parcs éoliens en mer. EMF sera ainsi détenue à parts égales par EDF Energies Nouvelles et Enbridge. DONG Energy ne sera plus actionnaire d'EMF.

Enbridge Inc., leader en Amérique du Nord dans les domaines du transport, de la distribution et de la production d'électricité, affiche une ambition forte dans le secteur des énergies renouvelables, avec 2 000 MW nets de capacités déjà exploitées ou en construction. EDF Energies Nouvelles et Enbridge sont partenaires depuis 2012 au Canada, où ils exploitent ensemble quatre parcs éoliens représentant une capacité installée cumulée de 830 MW. A travers cette nouvelle alliance, Enbridge poursuit son développement sur le marché européen de l'éolien en mer.

En 2012, à l'issue du premier appel d'offres organisé par l'Etat français, EMF, filiale d'EDF Energies Nouvelles, a remporté trois projets éoliens en mer :

- Eoliennes Offshore des Hautes Falaises d'une capacité installée de 498 MW dans la Manche, au large de Fécamp ;
- Parc du Banc de Guérande d'une capacité installée de 480 MW dans l'Océan Atlantique au large de Saint-Nazaire ;
- Eoliennes Offshore du Calvados d'une capacité installée de 450 MW dans la Manche, au large de Courseulles-sur-Mer.

Suite à une large concertation menée localement, et des études techniques et environnementales approfondies réalisées depuis 2011, le développement de ces trois projets se poursuit activement. Le démarrage progressif de leur construction est prévu à partir de 2017.

EDF signe un accord pour l'acquisition de Global Resource Options, Inc. (groSolar) et poursuit son expansion dans les renouvelables aux Etats-Unis

Le 25 avril 2016, EDF Renewable Energy (EDF RE), filiale du Groupe EDF en charge du développement des activités renouvelables en Amérique du Nord, a signé un accord en vue de l'acquisition de Global Resource Options, Inc. (dit « groSolar »), acteur spécialisé dans l'installation et la vente de centrales photovoltaïques pour les collectivités, les entreprises et les industriels.

Créé il y a 18 ans, dans le Vermont, groSolar compte aujourd'hui une cinquantaine de salariés et figure parmi les leaders du marché américain sur ce segment spécifique du solaire réparti. Reconnu pour son expertise et son savoir-faire, groSolar conçoit, développe, construit et propose des solutions complètes d'installations solaires photovoltaïques dernière génération d'une puissance moyenne d'environ 5 MWc.

Acteur compétitif sur un marché du photovoltaïque en pleine croissance, groSolar a réalisé au cours de son histoire plus de 2.000 installations solaires de petite taille équivalant à 150 MWc à travers les Etats-Unis, en particulier dans le Massachusetts, le New Jersey, la Pennsylvanie, la Caroline du Nord, le Connecticut, l'Indiana ou encore la Californie.

Poursuite du développement d'EDF Energies Nouvelles : mises en service de parcs et signatures de contrats de vente d'électricité

EDF Energies Nouvelles a annoncé plusieurs mises en service depuis le 16 février 2016 :

- Le 26 avril 2016, mises en service au Portugal des extensions de Ventominho (23 MW supplémentaires) et d'Arga (4,7 MW supplémentaires), deux des actifs éoliens que la société détient au Portugal. Ces 27,7 MW supplémentaires portent la puissance installée cumulée de la société dans le pays à 535 MW bruts.
- Le 6 avril 2016, mise en service en France du parc éolien de Joncels d'une puissance installée de 11,9 MW. Dans la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, qui dispose d'un régime de vent de qualité, le groupe exploite 444,2 MW d'éolien, soit près de 45% des installations éoliennes locales.
- Le 29 février 2016, mises en service au Royaume-Uni de Park Spring (8,5 MW), Burnhead Moss (26 MW) et Rhodders (12,3 MW) par la filiale locale d'EDF Energies Nouvelles, EDF Energy Renewables, en joint-venture avec EDF Energy.
- Le 24 février 2016, mise en service aux Etats-Unis par la filiale nord-américaine d'EDF Energies Nouvelles, EDF Renewable Energy, d'un système innovant de stockage, combinant une batterie de stockage d'énergie et un logiciel de conduite informatisée. L'installation McHenry permet de fournir près de 20 MW de puissance (40 MW de capacité dynamique) et de piloter une réserve d'énergie pour stabiliser la fréquence du réseau électrique au niveau local.

Par ailleurs, EDF Energies Nouvelles a annoncé avoir remporté plusieurs contrats de vente d'électricité renouvelable sur la période :

- Le 18 avril 2016, signature de trois contrats de fourniture d'électricité (PPA : Power Purchase Agreement) de long terme au Canada, d'une puissance cumulée de 82 MW. L'électricité proviendra de deux projets solaires et d'un projet éolien situés dans la province de l'Ontario au Canada. Ces contrats portent sur l'achat d'électricité par SIERE, Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité en Ontario (IESO, Independent Electricity System Operator).
- Le 7 avril 2016, signature d'un contrat de fourniture d'électricité (PPA) de long terme aux Etats-Unis entre EDF Renewable Energy et Southern California Edison, société d'électricité locale. Ce contrat porte sur l'électricité produite par la future centrale solaire de Valentine, d'une puissance de 111,2 MW, à construire en Californie.

EDF et Studsvik signent un accord sur les activités de déconstruction de centrales nucléaires et de gestion des déchets radioactifs

Le 20 avril 2016, EDF et l'entreprise suédoise Studsvik ont annoncé la signature d'un accord relatif aux activités de déconstruction de centrales nucléaires et de gestion des déchets radioactifs. EDF complète ainsi son activité dans le traitement des déchets faiblement radioactifs en renforçant ses capacités existantes portées par sa filiale française Socodei.

Cet accord prévoit qu'EDF Développement Environnement SA, filiale à 100 % d'EDF SA, acquière l'activité et les installations de traitement des déchets de Studsvik basées en Suède et en Grande-Bretagne. L'opération concerne les actifs et installations de traitement des déchets par recyclage des métaux, incinération et pyrolyse situés sur le site Studsvik de Nyköping en Suède, ainsi que le centre de recyclage des métaux MRF (Metal Recycling Facility) de Workington en Grande-Bretagne.

Dans le cadre de cette transaction, EDF et Studsvik ont également signé un accord de coopération dans les domaines du démantèlement nucléaire et de la gestion des déchets radioactifs. Cet accord permettra aux deux entreprises de mettre en commun leur expertise et de développer leur activité pour se positionner comme des références dans le secteur.

L'acquisition de l'activité de traitement des déchets radioactifs de Studsvik va accroître significativement les capacités industrielles de traitement d'EDF et marque une étape majeure du développement du Groupe dans le domaine de la gestion des déchets radioactifs et de la déconstruction de centrales nucléaires.

EDF prévoit de finaliser cette opération d'acquisition après l'obtention auprès des autorités compétentes des autorisations et permis nécessaires relatifs aux activités de traitement des déchets concernées. La finalisation de la transaction est attendue au cours du troisième trimestre 2016.

EDF signe 5 protocoles d'accord et se mobilise sur le développement des énergies renouvelables en Égypte

Le 19 avril 2016, à l'occasion de la visite d'Etat en Egypte du Président de la République, M. François Hollande, EDF a signé cinq protocoles d'accord confirmant ainsi sa stratégie de développement dans les énergies bas carbone en Egypte.

Trois de ces accords portent sur le développement futur des projets d'EDF Energies Nouvelles dans les domaines éolien et solaire en partenariat avec le Groupe égyptien El Sewedy Electric, ainsi que le futur financement de projets solaires. Une déclaration commune entre EDF EN, NREA et Proparco (filiale de l'Agence Française de Développement) a également été signée en faveur du développement des énergies renouvelables.

Un autre accord porte sur la coopération technique pour des projets de nouvelles centrales de production d'électricité, valorisant ainsi le savoir-faire de l'ingénierie thermique d'EDF. Cet accord permet aussi d'ouvrir les discussions avec les autorités locales dans le domaine des smart grids. Enfin la filiale d'EDF, Edison International a signé un accord relatif à la mise en œuvre d'un projet de centrale à gaz et à l'alimentation en gaz de celle-ci, à partir d'un projet d'un site de production opéré par Edison.

EDF, le CEA et AREVA fondent la Plateforme France Nucléaire

Afin d'élaborer des positions cohérentes face aux grands enjeux de la filière nucléaire française et de préparer les décisions appropriées, EDF, le CEA et AREVA ont annoncé le 31 mars 2016 avoir décidé de fonder ensemble la Plateforme France Nucléaire (PFN), une instance tripartite d'échanges sur les principaux sujets transverses de la filière en France et à l'international.

Cette instance réunira six principaux responsables des trois entités, dont l'Administrateur Général du CEA et les Présidents d'EDF et d'AREVA, une fois par trimestre. Sa présidence sera tournante, le mandat du Président durant un an. Le premier mandat sera confié au Président d'AREVA.

La PFN visera à améliorer l'efficacité collective des trois entités, notamment pour élaborer une vision partagée des enjeux du secteur sur le moyen et le long terme, ce qui contribuera à la préparation et à la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil de Politique Nucléaire réuni autour du Président de la République.

Accident de manutention à la centrale de Paluel

Jeudi 31 mars 2016, un accident de manutention s'est produit dans le bâtiment réacteur de l'unité n° 2, à l'arrêt depuis mai 2015 et dont la cuve est déchargée totalement de son combustible. Lors d'une opération de manutention d'un générateur de vapeur usé, réalisée dans le cadre de son remplacement, celui-ci a basculé de sa hauteur pour s'immobiliser au sol. Les premiers éléments de contrôles, réalisés par une équipe technique d'EDF, permettent d'établir que le générateur de vapeur est positionné en partie sur le béton du bâtiment réacteur, et en partie sur les plateaux de protection de la piscine du bâtiment réacteur, qui ont pour certains été endommagés.

L'événement n'a eu d'impact ni sur la santé des intervenants, ni sur la sûreté des installations, ni sur l'environnement. L'Autorité de Sûreté Nucléaire a été informée de l'événement et s'est rendue sur le site. Les expertises nécessaires pour connaître les causes de l'événement sont en cours et un programme d'inspections a

été engagé pour évaluer les travaux à mener et définir les modalités de reprise des opérations de manutention du générateur de vapeur.

Le réacteur devrait rester à l'arrêt plusieurs mois. A ce stade, son redémarrage n'est pas prévu avant mars 2017.

EPR de Flamanville : 1^{er} jalon atteint avec la finalisation des montages mécaniques du circuit primaire et état d'avancement du programme d'essais de la cuve

Le 24 mars 2016, EDF a annoncé que les opérations de montages mécaniques du circuit primaire principal du réacteur EPR de Flamanville étaient terminées et avaient permis l'installation et l'assemblage des gros composants (les quatre générateurs de vapeur, la cuve, le pressuriseur et les pompes primaires). Cette étape marque l'atteinte du premier jalon-clé fixé par le Groupe EDF au 1^{er} trimestre 2016, conformément au calendrier mis à jour à l'été 2015.

Les contrôles qualité effectués ont permis d'établir que l'ensemble des opérations de montage répond aux exigences attendues. Sur les 32 soudures réalisées sur le circuit primaire, une seule doit faire l'objet d'une procédure de reprise pour garantir sa conformité.

Par ailleurs, le 13 avril 2016, AREVA, en lien avec EDF, a annoncé avoir proposé à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) d'apporter des adaptations au programme d'essais portant sur le couvercle et le fond de la cuve du réacteur EPR de Flamanville 3 tel que décidé en fin d'année 2015.

Les premières analyses effectuées sur deux pièces analogues à celles de Flamanville 3 ont montré, sur l'une d'entre elles, une extension du phénomène de ségrégation carbone au-delà de la mi-épaisseur.

Comme prévu dans la démarche initiale validée par l'ASN, les prélèvements de matière et les essais associés seront étendus aux $\frac{3}{4}$ de l'épaisseur de la pièce concernée.

Ces premières analyses ont également permis de mieux caractériser la variabilité des principaux paramètres de fabrication entre les différentes pièces. AREVA et EDF ont donc proposé d'étendre le programme d'essais à une troisième pièce pour renforcer la robustesse de la démonstration.

Ces adaptations du programme d'essais conduisent à doubler le nombre d'éprouvettes qui seront analysées. Au total, 1 200 échantillons de matière seront prélevés, permettant de conforter le caractère représentatif des 3 pièces de forge testées, à la fois pour la teneur en carbone et les propriétés mécaniques requises.

L'ASN a donné son accord pour intégrer cette pièce supplémentaire au programme d'essais qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année 2016, date à laquelle le rapport définitif lui sera remis.

EDF et AREVA ont réaffirmé leur confiance en leur capacité à démontrer la qualité et la sûreté de la cuve pour le démarrage du réacteur de Flamanville 3 fixé au quatrième trimestre 2018. Sur le chantier, les activités de montage et d'essais se poursuivent conformément au planning annoncé.

Modalités de règlement du solde du dividende au titre de 2015

Le Conseil d'administration d'EDF qui s'est réuni le 8 mars 2016 a convoqué l'Assemblée générale mixte des actionnaires le 12 mai 2016 et a fixé les modalités de règlement du solde du dividende au titre de l'exercice 2015 qui seront proposées au vote des actionnaires :

- détachement des dividendes (ordinaire et majoré) le 6 juin 2016 ;
- période d'exercice de l'option de paiement en actions nouvelles du 6 juin au 20 juin 2016 inclus ;
- mise en paiement du solde du dividende et règlement-livraison des actions le 30 juin 2016 ;

Le solde du dividende à distribuer au titre de 2015 s'élève à 0,53 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende ordinaire et à 0,64 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende majoré, compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,57 euro par action payé en décembre 2015.

EDF renforce son engagement auprès des start-ups et des PME innovantes en rejoignant l'Alliance pour l'innovation ouverte

Le 1^{er} mars 2016, EDF a annoncé rejoindre l'Alliance pour l'innovation ouverte, une nouvelle communauté initiée par le Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, qui a pour objectif de promouvoir l'innovation en définissant un cadre de bonnes pratiques entre les grandes entreprises et les start-ups ou PME.

Au cœur du projet stratégique d'EDF, l'innovation occupe une place essentielle dans les projets de transformation de l'Entreprise et de ses métiers.

Elle se traduit notamment par de nombreuses coopérations avec des institutions scientifiques et technologiques, de grands groupes industriels ou encore des start-ups, et par la participation à des fonds d'investissement tel que le fonds Electranova Capital, créé en 2012.

L'organisation du Forum PME & Innovation en collaboration avec le Comité Richelieu mais aussi les Prix EDF Pulse sont d'autres exemples de cette dynamique.

EDF fait évoluer l'organisation du temps de travail de ses cadres en France

Le 22 février 2016, la CFDT et la CFE-CGC ont signé un accord sur l'organisation du temps de travail des cadres à EDF SA. Ces deux organisations syndicales regroupent près de 70% des votes des cadres qui représentent aujourd'hui près d'un salarié sur deux.

Ce nouvel accord est une étape majeure de la transformation d'EDF. L'entreprise doit en effet répondre à d'importants enjeux industriels et commerciaux dans un secteur de l'énergie en profonde mutation. L'initiative, la simplification et la responsabilisation prennent toute leur place pour que chaque salarié participe à l'amélioration de la performance collective.

Cet accord vise à développer de nouveaux modes d'organisation grâce notamment au déploiement du numérique. Il offre aux cadres qui choisiront le nouveau régime de forfait jours plus d'autonomie dans la gestion du temps consacré à l'accomplissement de leurs missions. Le forfait de référence de 209 jours annuel est cohérent avec les pratiques des autres grandes entreprises françaises. Les cadres qui opteront pour ce dispositif travailleront de 7 à 16 jours de plus, avec une rémunération supplémentaire correspondant à l'effort de productivité et de flexibilité demandé.

EDF accélère son développement dans les énergies bas carbone en Inde

Le 26 janvier 2016, EDF a annoncé avoir franchi d'importantes étapes dans sa stratégie de développement des énergies bas carbone en Inde. Trois domaines sont particulièrement concernés : l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables et les villes durables.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, EDF et l'électricien national indien Nuclear Power Corp of India Ltd (NPCIL) ont paraphé un protocole de coopération relatif au projet de construction de 6 réacteurs EPR à Jaitapur, dans l'Ouest de l'Inde. Dans le domaine des énergies renouvelables, EDF, déjà présent dans le solaire photovoltaïque, renforce ses positions dans le pays en signant un accord structurant dans l'éolien terrestre avec le groupe SITAC. Ce partenariat prévoit une prise de participation par EDF EN de 50 % dans la société SITAC Wind Management and Development Private Limited. L'objectif de cette société commune est la construction d'ici la fin de l'année 2016 de quatre parcs éoliens d'une capacité totale de 142 MW situés dans l'Etat du Gujarat, l'un des plus ventés d'Inde. Enfin, dans le domaine de la ville durable, EDF a signé avec la société publique Engineering Projects India (EPI) un accord de collaboration visant à accompagner le développement des villes indiennes participant au programme national indien "100 Smart Cities in India".



Acteur majeur de la transition énergétique, le Groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé sur l'énergie nucléaire, l'hydraulique, les énergies nouvelles renouvelables et le thermique. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 37,6 millions de clients, dont 27,8 millions en France. Il a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 75 milliards d'euros dont 47,2% hors de France. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans ce communiqué, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de ce communiqué ou de son contenu. Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et d'incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2016, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de ce communiqué.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF SA
22-30, avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08
Capital de 960 069 513,50 euros
552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs : +33(1) 40 42 40 38